

# DÉMANTÈLEMENT D'EDF : MENSONGES ET TRAHISONS

## LE MAUVAIS SCÉNARIO CONCOCTÉ PAR LA COMMISSION EUROPÉENNE, L'ÉTAT FRANÇAIS ET LES DIRECTIONS D'EDF

FO félicite la mobilisation des Électriciens et Gaziers ce 26 novembre suite à l'appel de l'intersyndicale. Malgré les écueils liés à la crise sanitaire et la panne « inopinée » de l'outil de saisie des heures au sein de certaines entreprises, nous mesurons à plus de 50 % le taux réel de salariés en grève et félicitons le personnel gréviste.

Le message envoyé est clair : donnons un avenir républicain au Service public de l'Énergie, au service des populations, de la compétitivité de nos industries et en phase avec la nécessité de décarboner l'Énergie pour se mettre au diapason de la lutte contre le réchauffement climatique.

Pure provocation, hasard... En fin de journée, la presse a relayé une information comme quoi la veille, l'Élysée aurait entériné, le projet de réorganisation d'EDF. Il semblerait que le prix de l'électricité nucléaire revendue par EDF à ses concurrents augmentera en contrepartie de la filialisation de la partie hydraulique et cela à la demande de la Commission européenne.

En passant, EDF aurait insisté pour que l'hydroélectricité ne bénéficie pas du statut protecteur de services d'intérêt économique général pour pouvoir vendre au meilleur prix sur les marchés de gros son électricité...

Ce « montage » expose les autres directions d'EDF (DSEI, Commerce, DTEO, R&D...) à la filialisation, le tout regroupé dans une « entité » avec ENEDIS, Électricité de Strasbourg, Framatome, Dalkia, Sowe, ayant vocation à être **vendu en bourse « au plus offrant »** dans des proportions aux limites mal définies.

Le gouvernement aurait donc pris la décision de répondre favorablement aux exigences de la Commission européenne passant même si on en croit les déclarations du management d'EDF, au-delà des « lignes rouges » ! **Le pire des scénarios.**

**La Trahison est complète,  
la soumission au dogme de Bruxelles également,  
et cela contre les intérêts des personnels, du Groupe EDF,  
du Service public, de la France et de ses citoyens.**



Nous condamnons fermement l'**absence de dialogue social** depuis plusieurs mois sur ce sujet ! Cette manière de procéder est indigne de la part du gouvernement qui n'a pas daigné répondre aux 2 courriers adressés par les 4 fédérations syndicales, indigne de la part du PDG d'EDF et son COMEX qui la main sur le cœur nous indiquaient ne pas avoir d'informations.

Le niveau de dignité de nos élites ne doit pas être un critère de recrutement !

Très dignement eux, **les salariés d'EDF ont démontré, le 26 novembre toute leur détermination pour refuser la casse de l'entreprise.**

FO Énergie et Mines proposera dès lundi à l'interfédérale d'interpeller les deux camps à la manœuvre, la Commission européenne et le Président de la République afin de connaître l'état d'avancement de leurs travaux, le personnel méritant un niveau d'information au moins égal à celui de la presse !

En parallèle, nous allons proposer à l'interfédérale d'interpeller les élus de la Nation, députés, sénateurs, Conseil Économique Social et Environnemental pour qu'ils se saisissent de **la question du Service public de l'Énergie et des garanties sociales pour celles et ceux qui le servent.**



Pour FO la priorité de l'interfédérale doit conduire à faire **monter le rapport de Force** sur l'ensemble des questions que posent le sujet.

**Pas question de se laisser enfermer dans un débat sur la régulation nucléaire et passer outre sur l'avenir d'EDF, groupe Intégré en charge du Service public.**

**Pas question de laisser filialiser et brader l'Hydraulique, Le Système Énergétique Insulaire, ENEDIS.**

**Pas question d'abandonner les Commercialisateurs, la R&D, les fonctions supports et tertiaires.**

Pas question d'abandonner la **nécessité de garanties sociales fortes** à travers l'application du Statut national pour celles et ceux qui produisent, transportent, distribuent, commercialisent en y intégrant les évolutions de technologies et les nouveaux métiers.

**Plus que jamais, Agir pour ne pas subir,  
l'intérêt général contre « la main invisible du marché »,  
pour un Service public républicain et un Statut du personnel renforcé.**

**Contact presse :**

Serge GIANORSI

Secrétaire fédéral

@ : serge.gianorsi@fnem-fo.org

Tél : 06 81 94 75 72